

# Programme technique



## Réaménagement de la zone accueil et de l'entrée piéton public extérieure de la CAF du Tarn



# Sommaire

Article 1 – Réglementations à respecter .....	3
1. Les exigences techniques : .....	3
2. Les exigences financières : .....	3
3. Les exigences de sécurité : .....	3
4. Les exigences d'accessibilité handicapés : .....	4
5. Règles générales.....	4
6. Textes législatifs et administratifs applicables : .....	4
7. Exigences de sécurité et de sureté .....	5
Article 2 – Travaux CFO/CFA dans la zone d'accueil .....	5
1. Exigences de sécurité et de sureté .....	Erreur ! Signet non défini.
2. Prêcâblage informatique .....	5
3. Sécurité incendie.....	5
4. Pollution interne .....	5
5. Eclairage artificiel .....	6
6. Objectifs techniques.....	6
7. Indice de rendu des couleurs .....	6
8. Durée de vie des luminaires .....	6
9. Performance énergétique des luminaires .....	6
10. Acoustique .....	6

## Article 1 – Réglementations à respecter

### 1. *Les exigences techniques :*

Le bâtiment doit privilégier :

- La sécurité et la sûreté des biens et des personnes,
- La lumière naturelle. La lumière artificielle ne doit être considérée que comme un appoint,
- La performance des isolations thermiques et acoustiques,
- Le respect des normes DTU du CSTB
- La robustesse des équipements, du mobilier et des matériaux prévus.
- La modularité des équipements et du mobilier,
- La facilité et l'économie d'entretien.
- Les matériaux de sol pérennes et faciles d'entretien ; passage intensif et à faible impact sur l'environnement.
- Sécurité et fiabilité des installations techniques et décoratives.
- Protection contre l'éblouissement.
- Les plafonds seront phoniques ainsi que certaines parois verticales.
- Les portes intérieures seront phoniques et résistantes.
- Les circulations, boxes, ... respecteront les normes et réglementations d'accessibilité.

### 2. *Les exigences financières :*

L'enveloppe financière affectée aux travaux est de 340 000€ ttc.

Ces montants prévoient entre autres :

- Démolitions, préparations et protections diverses.
- Travaux de réaménagement dans l'existant.
- L'aménagement de tous les mobiliers fixes.
- Les travaux et aménagement liés à la sécurité des locaux.
- Les travaux de courants forts et faibles, de réseaux banalisés et d'éclairage.
- Adaptation des équipements CVC
- La signalétique.
- La vidéoprotection
- Le traitement des extérieurs.

Ces montants ne prévoient pas :

- Le montant des honoraires de maîtrise d'œuvre.
- Le montant des honoraires du coordonnateur sécurité.
- Le montant des honoraires du bureau de contrôle.
- Les frais annexes de branchements concessionnaires (EDF – Eau – Téléphone)

### 3. *Les exigences de sécurité :*

L'application des règles de sécurité aux établissements existants est précisée par l'arrêté du 7 juillet 1983.  
(Règlement de sécurité incendie du 25 juin 1980 et ses annexes)

#### **4. Les exigences d'accessibilité handicapés :**

Les conditions d'accueil des personnes en situation de handicaps sont tout particulièrement à prendre en compte.

Les textes applicables sont :

Le code de la construction et de l'habitation.

Le code de l'urbanisme

La loi sur le handicap du 11 février 2005 et ses décrets d'application.

L'arrêté du 8 décembre 2014 sur les bâtiments existants

Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 :

**Relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.**

Arrêté du 19 avril 2017 :

**Contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité**

#### **5. Règles générales**

Les personnes en situation de handicap doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.

Tout aménagement, équipement ou mobilier des espaces d'accueil ouverts au public doit pouvoir être repéré, atteint et utilisé par une personne en situation de handicap.

Lorsqu'il y a plusieurs points d'accueil à proximité l'un de l'autre, l'un au moins d'entre eux doit être rendu accessible à cette personne dans les mêmes conditions d'accès et d'utilisation que ceux offerts aux personnes valides. Ces derniers devront être signalé de manière adaptée dès l'entrée. Toute information strictement sonore nécessaire à l'utilisation normale du point d'accueil doit faire l'objet d'une transmission par des moyens adaptés ou être doublée par une information visuelle. Les espaces ou équipements destinés à la communication doivent faire l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.

Les guichets d'accueils doivent être utilisables par une personne en position "debout" comme en position "assis" et permettre la communication visuelle entre les usagers et le personnel.

Les guichets d'accueils, quand ils sont équipés d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique, celui-ci doit être signalé par un pictogramme.

Nota : La réglementation en vigueur impose l'installation d'au moins un équipement doté de ce système par espace d'accueil.

#### **6. Textes législatifs et administratifs applicables :**

Code du travail :

Livre II – titre III – chapitre II – section I, IV et V : prévention incendie applicable aux établissements existants.

Livre II – titre III – chapitre V – section III, IV et V : prévention incendie applicable lors de la construction où la transformation

Arrêté du 10 novembre 1976 :

Circuits et installations électriques de sécurité.

Arrêté du 25 juin 1980 :

Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et ses annexes

Circulaire du 13 décembre 1982 :

Sécurité des personnes lors des travaux de réhabilitation.

Arrêté du 21 juillet 1994 :  
Dispositions relatives aux systèmes de sécurité incendie.

Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 :  
Relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Arrêté du 19 avril 2017 :  
Contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

Normes et DTU

NFC 14-100	Installations de branchements électriques à basse tension.
NFC 15-100	Installations électriques basse tension.
UTE C 15-411 U	Installations des systèmes d'alarme (sécurité électrique)
NF S 61-931	Système de sécurité incendie (dispositions générales)
NF S 61-932	Système de sécurité incendie (règles d'installation)
NF S 61-941	Système d'éclairage de sécurité (dispositions générales)
NF S 61-931	Système d'éclairage de sécurité (règles d'installation)

Les produits mis en œuvre devront être classés à risque normal par l'AFAC (Association Française des Assureurs Constructeurs)

## ***7. Exigences de sécurité et de sûreté***

L'aménagement et l'organisation de l'espace consacré à l'accueil constitue un élément clé de la sûreté mise en place. L'objectif recherché est de combiner qualité de l'espace d'accueil et sûreté. Un point d'équilibre doit être trouvé entre ces deux finalités selon l'environnement du point d'accueil. La possibilité d'anticiper une agression et de permettre aux salariés et aux visiteurs de se retirer de l'espace d'accueil sont à concrétiser dans l'organisation de l'accueil.

## **Article 2 – Travaux CFO/CFA dans la zone d'accueil**

### ***1. Courants forts***

Les travaux d'électricité CFO concernent la distribution des prises de courants et l'éclairage (voir chapitre exigences spécifiques par local et programme fonctionnel) ainsi que l'alimentation des équipements CVC. L'ensemble des équipements seront alimentés depuis une armoire électrique de zone à créer.

### ***2. Prêcâblage informatique***

Les travaux de prêcâblage informatique seront réalisés en fonction du chapitre exigences spécifiques par local et du programme fonctionnel. L'ensemble des équipements seront repris par la baie informatique existante dédiée à la zone.

### ***3. Sécurité incendie***

Les installations existantes seront déposées puis reposé selon les nouvelles contraintes de la zone.

### ***4. Pollution interne***

Les produits de constructions, les revêtements de mur ou de sol ainsi que les peintures et les vernis devront disposer d'un étiquetage de niveau A+ ou A selon le décret n° 2011-321 du 23 mars 2011

## 5. Eclairage artificiel

Méthode de calcul

En phase APD, la maîtrise d'œuvre réalisera une simulation de l'éclairage artificiel avec un logiciel spécialisé selon la norme NF EN 12-464-1. Le facteur de maintenance sera de 0,8.

## 6. Objectifs techniques

Les objectifs du programme correspondent à la norme NF EN 12-464-1 hors coefficient d'éblouissement (Ugr) des locaux à occupation prolongée qui sera renforcé :

	Niveau d'éclairage moyen	Uniformité	Luminance sur écran	Éblouissement
Banque d'accueil central, box individuel, bureaux, espace accompagnement numérique, espaces divers ...	500 lux	0.6	Inférieur à 1000 cd/m <sup>2</sup> sous un angle de 65°	UGR max16
Circulations et espace d'attente	150 lux	0.4		Ugr max 19
Salle de réunion	500 lux	0.6		UGR max16

## 7. Indice de rendu des couleurs

La valeur RA telle qu'elle est définie dans la norme NF EN 12464-1 sera supérieur à 80 dans les locaux à occupation prolongée.

## 8. Durée de vie des luminaires

Conformément à la norme NF EN 12-464-1, la durée de vie des luminaires des zones de bureaux devra être au minimum de L90B20 pour 50 000 heures. Dans tout autre zone, la durée de vie sera L80B20 pour 50 000 heures. L'entreprise veillera à la qualité des drivers et des alimentations des luminaires. Les drivers devront être de marques reconnues tel que Osram, Phillips ou techniquement équivalent et avoir un facteur de puissance au minimum de 0,9. Les luminaires et drivers devront avoir une garantie fabricant de 5 ans minimum. Les drivers devront être interchangeableables.

## 9. Performance énergétique des luminaires

La puissance électrique installée des appareils d'éclairage ne pourra excéder en moyenne 3,8 W/m<sup>2</sup> dans les locaux à occupation prolongée.

## 10. Acoustique

Il est demandé d'atteindre le niveau « performant » défini par la norme NF S31-080 dans les locaux où cette norme est applicable

Il est rappelé que cette norme définit les seuils pour le niveau sonore global (bruits extérieurs et équipements), la réverbération, les bruits de choc, la décroissance spatiale et l'isolement au bruit aérien intérieur.